



Les Français et la dette publique

Sondage Elabe pour Les Echos
3 septembre 2026



Fiche technique

Etude ELABE réalisée pour Les Echos

INTERROGATION

- Echantillon de **1 005** personnes, représentatif des résidents de France métropolitaine âgés de 18 ans et plus.

CONSTITUTION DE L'ÉCHANTILLON

- La représentativité de l'échantillon a été assurée selon la **méthode des quotas** appliquée aux variables suivantes : sexe, âge, profession, région et catégorie d'agglomération.

MODE DE RECUEIL ET DATES DE TERRAIN

- Interrogation par Internet du **1^{er} au 2 septembre 2026**.

Notes sur les marges d'erreur

Pour un échantillon de 1 000 personnes, les marges d'erreur sont les suivantes avec un niveau de confiance de 95% :

Pour un pourcentage de :	La marge d'erreur est de :	Le résultat réel se situe dans une fourchette entre :
5	+/- 1,4	3.6 et 6.4
10	+/- 1,9	8.1 et 11.9
15	+/- 2,2	12.8 et 17.2
20	+/- 2,5	17.5 et 22.5
25	+/- 2,7	22.3 et 27.7
30	+/- 2,8	27.2 et 32.8
35	+/- 3	32 et 38
40	+/- 3	37 et 43
45	+/- 3,1	41.9 et 48.1
50	+/- 3,1	46.9 et 53.1
55	+/- 3,1	51.9 et 58.1
60	+/- 3	57 et 63
65	+/- 3	62 et 68
70	+/- 2,8	67.2 et 72.8
75	+/- 2,7	72.3 et 77.7
80	+/- 2,5	77.5 et 82.5
85	+/- 2,2	82.8 et 87.2
90	+/- 1,9	88.1 et 91.9
95	+/- 1,4	93.6 et 96.4

Exemple de lecture :

Pour un résultat observé de **25%**, il y a 95% de chances pour que le résultat réel soit compris entre **22,3%** et **27,7%**.

Principaux enseignements

Le sentiment qu'il est urgent de réduire la dette publique en France progresse et atteint son plus haut niveau

85% des Français (+1 depuis fin juillet 2026 et +9 depuis mai 2023) pensent qu'il est urgent de réduire la dette publique en France dont 38% assez urgent et 47% très urgent (+7 depuis juillet 2026). A l'inverse, 15% pensent que ce n'est pas urgent, dont 13% pas vraiment et 2% pas du tout.

Ce sentiment demeure dominant dans toutes les catégories de populations et électorats, bien que les jeunes (38% *très urgent* chez les 18-24 ans) et les électeurs NFP (35%) sont moins inquiets que les 50 ans et plus (52%) et les autres électorats (>50%).

L'opinion rejette un effort généralisé et souhaite faire davantage contribuer les plus aisés et les entreprises les plus profitables

Pour améliorer la situation des finances publiques, 82% des Français sont opposés à ce que l'effort et la contribution soient portés par l'ensemble des retraités sans distinction de revenus (stable depuis le 28 mai 2025), 73% (+3) par l'ensemble des Français ou des actifs (+6). Des pistes largement rejetées au sein de toutes les catégories de la population et en particulier par les Français qui ont des difficultés à boucler leurs fins de mois.

6 Français sur 10 sont également opposés à ce que toutes les entreprises (60%) soient mises à contribution et portent l'effort pour améliorer la situation des dépenses publiques. Cette opposition à l'idée de faire contribuer l'ensemble des entreprises sans distinction enregistre la plus forte hausse (+10 points). L'ensemble des électorats et catégories de la population partagent cet avis à l'exception des plus jeunes (51% des 18-24 ans y sont favorables vs 32% des 65 ans et plus).

A l'inverse, les Français sont favorables pour que l'on mette à contribution les entreprises qui font le plus de profits (84%, +3), les Français les plus aisés (80%, +3), les actifs les plus aisés (74%, -2) et dans une moindre mesure les retraités les plus aisés (61%, +2). Ce soutien est majoritaire au sein de toutes les catégories de population et électorats, et particulièrement chez les électeurs du NFP (+9 à +14 vs l'ensemble des Français).

Principaux enseignements

La baisse du train de vie de l'Etat et des dépenses publiques demeurent les moyens privilégiés par les Français pour réduire la dette

Pour l'opinion, le premier levier à actionner pour réduire la dette reste la diminution du train de vie de l'Etat (67%, 3 réponses possibles parmi 10 items), malgré une baisse notable (-8 points depuis le 16 avril 2025). 5 autres pistes sont privilégiées par plus de 3 Français sur 10 :

- la réduction globale des dépenses publiques (44%, +1 point),
- la hausse des impôts pour les entreprises ayant fait le plus de profits (37%, stable),
- des réformes encourageant la croissance économique (32%, -1 point),
- la diminution des dépenses sociales (32%, +4 points - enregistrant la plus forte hausse depuis avril 2025) et,
- la hausse des impôts des particuliers les plus aisés (31%, stable).

Les 4 autres pistes sont privilégiées par moins de 15% de Français et demeurent relativement stables : l'augmentation du temps de travail (13%, -1), la hausse globale des impôts des entreprises (11%, +1), la diminution du financement des collectivités locales par l'Etat (10%, -1) et une hausse globale des impôts des particuliers (5%, +1).

La diminution du train de vie de l'Etat fait l'objet d'un large consensus dans toutes les catégories de populations et d'un point de vue politique : ce moyen arrive largement en tête au sein de tous les électors. Ensuite, la hiérarchie des mesures privilégiées pour réduire la dette publique varie selon l'électorat :

- Les électeurs du NFP privilégient une hausse d'impôts pour les entreprises ayant fait le plus de profits (61%) et pour les particuliers les plus aisés (53%)
- Les électeurs d'Ensemble, la réduction globale des dépenses publiques (57%) et des réformes pour encourager la croissance (45%)
- Les électeurs de droite, la réduction globale des dépenses publiques également (51%) mais privilégient la diminution des dépenses sociales ensuite (46%)
- Les électeurs du RN privilégient quant à eux la réduction globale des dépenses publiques (53%) et notamment des dépenses sociales (48%)

A noter que l'augmentation du temps de travail est nettement plus évoquée par les électors d'Ensemble et de droite (respectivement 18% et 24%) que par les autres.

Principaux enseignements

Les allocations familiales, chômage et aides aux entreprises sont les 3 postes de dépense qu'il faudrait baisser en priorité pour l'opinion.

Après un été caniculaire, le souhait de réduire les dépenses consacrées à l'environnement recule fortement.

Parmi une liste de 16 domaines sur lesquels il faudrait baisser les dépenses publiques, les Français conservent le même trio de tête : les allocations familiales (34%, -1 point depuis le 16 avril 2025), les aides aux entreprises (33%, +3 points) et les allocations chômage (30%, -4 points).

Pour l'opinion, les postes de dépense publique qu'il faudrait réduire ensuite sont : la culture (22%, -1), l'environnement/la transition écologique et énergétique (18%, -7 soit la plus forte baisse enregistrée, après un été marqué par plusieurs épisodes caniculaires), la défense/l'armée (17%, +1), les transports (11%, stable) et la lutte contre le terrorisme (10%, stable).

Moins d'1 Français sur 10 cite : le logement (8%, -2), la sécurité (7%, +1), les retraites (7%, +2), la justice (7%, +3), la santé (6%, +1), la dépendance/le vieillissement (6%, +1), et l'éducation (5%, +1) et l'agriculture (4%, -2). 15% (+2) des Français estiment qu'il ne faudrait réduire aucun de ces postes de dépense.

Des distinctions fortes s'observent selon les électors :

- Les électeurs du NFP évoquent en priorité les aides aux entreprises (47%), puis la défense/l'armée (36%)
- Les électeurs d'Ensemble : les allocations chômage (45%), les aides aux entreprises (42%) et les allocations familiales (36%)
- Les électeurs de droite : les allocations familiales (47%), les allocations chômage (42%), la culture (36%) et les aides aux entreprises (31%)
- Les électeurs du RN : les allocations familiales (50%), les allocations chômage (36%), la culture (32%) et l'environnement (29%)

A noter que le souhait de réduire les dépenses consacrées à l'environnement a enregistré de fortes baisses parmi les 65 ans et plus (21%, -14), les habitants de l'agglomération parisienne (16%, -11), les électeurs de droite (18%, -15) et du RN (29%, -11).

Principaux enseignements

Hormis la suppression de 300 000 postes de fonctionnaires et l'augmentation de la franchise médicale, une majorité soutient les propositions de candidats à la Présidentielle et du gouvernement pour réduire la dette

Invités à réagir à un ensemble de 12 mesures proposées par le gouvernement ou par des candidats à l'élection présidentielle pour réduire les déficits (sans les associer directement à un parti ou à un candidat en particulier), les Français sont très majoritairement favorables aux 6 mesures suivantes :

- **Inscrire une règle d'or budgétaire dans la Constitution afin de limiter les déficits publics (79%)**
- **Supprimer les aides publiques aux entreprises qui ne sont pas assorties de contreparties ou d'engagements précis (78%)**
- **Reconduire en 2027 la surtaxe exceptionnelle sur les bénéfices des grandes entreprises (77%)**
- **Réduire les prestations sociales non contributives pour les étrangers résidant en France (68%).** Cette mesure partage les électeurs du NFP : 51% y sont *opposés*, 46% *favorables*.
- **Taxer davantage les « méga-héritages » (68%)**
- **Réduire la contribution française au budget de l'Union européenne (68%).** Les électeurs d'Ensemble sont plus partagés (48% favorables, 51% opposés).

Les personnes interrogées soutiennent mais dans une proportion moindre les 4 propositions suivantes :

- **Annuler la part de la dette publique française détenue par la Banque centrale européenne sans toucher à la dette détenue par les investisseurs privés (60%).** A noter que l'ensemble des électorats y sont majoritairement favorables (61% des électeurs de droite, 63% du RN et jusqu'à 70% du NFP) à l'exception des électeurs d'Ensemble qui sont plus partagés (48% favorables, 49% opposés).
- **Mettre en place une année blanche sur les prestations sociales, à l'exception des petites retraites (59%).** Cette mesure partage les électeurs du NFP (48% *favorables*, 50% *opposés*).
- **Désindexer partiellement les pensions de retraite les plus élevées (58%)**
- **Limiter à douze mois la durée maximale d'indemnisation chômage pour les moins de 50 ans (54%).** 2 électeurs du NFP sur 3 y sont opposés (66%).

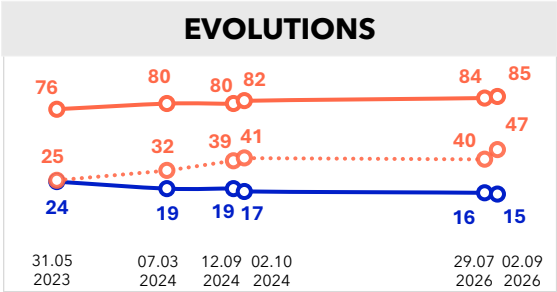
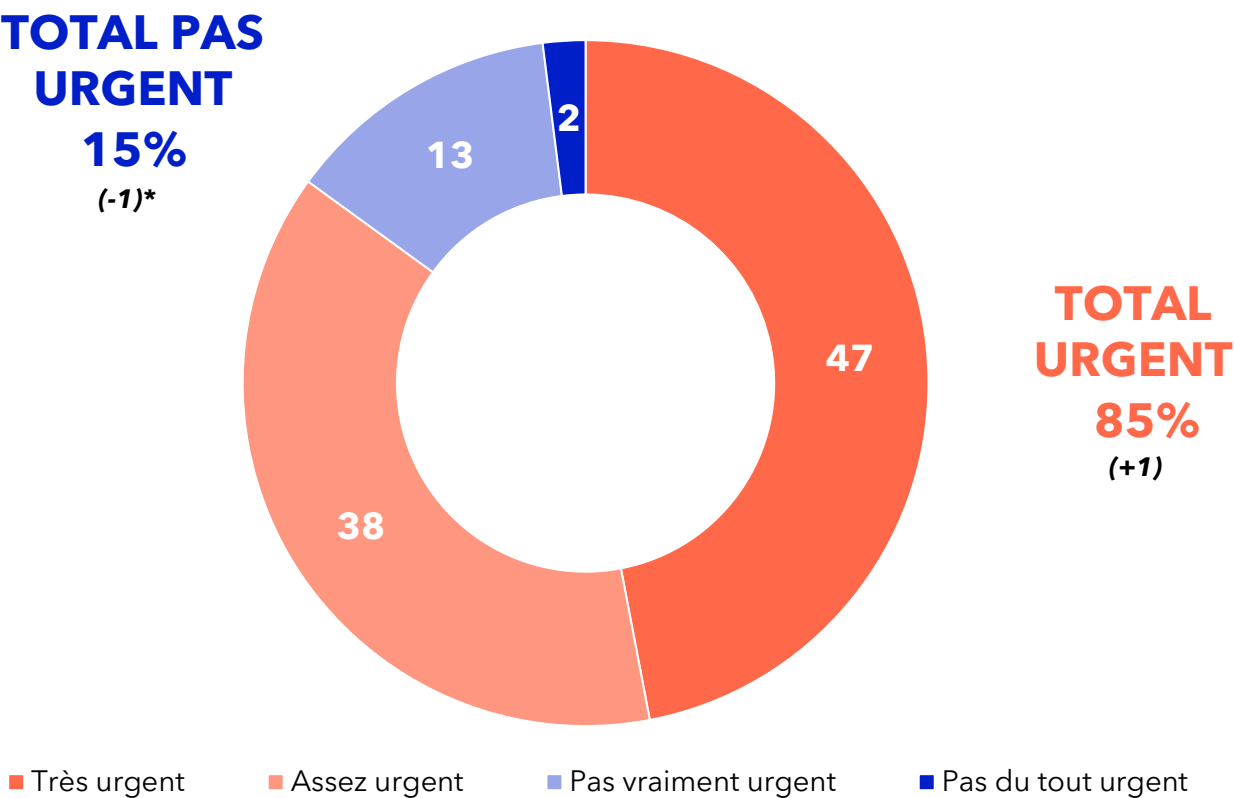
2 mesures n'obtiennent pas l'adhésion de l'opinion :

- **La suppression de 250 000 à 300 000 postes de fonctionnaires, notamment grâce au recours à l'intelligence artificielle (53% sont *opposés* et 45% *favorables*).** Politiquement, de fortes différences s'observent : les électeurs de droite et du RN y sont favorables (respectivement 68% et 61%), les électeurs du NFP opposés (75%) et ceux d'Ensemble sont partagés (51% favorables, 48% opposés).
- **La proposition de porter de 100 à 140 euros par an le montant maximum que chaque patient peut devoir payer de sa poche pour certaines dépenses de santé non remboursées par l'Assurance maladie (65% *opposés*).** Cette mesure est rejetée par l'ensemble des électorats.

Le sentiment qu'il est urgent de réduire la dette publique en France progresse et atteint son plus haut niveau

Selon vous, est-il urgent ou pas urgent de réduire la dette publique en France ?

En % - Ensemble des Français

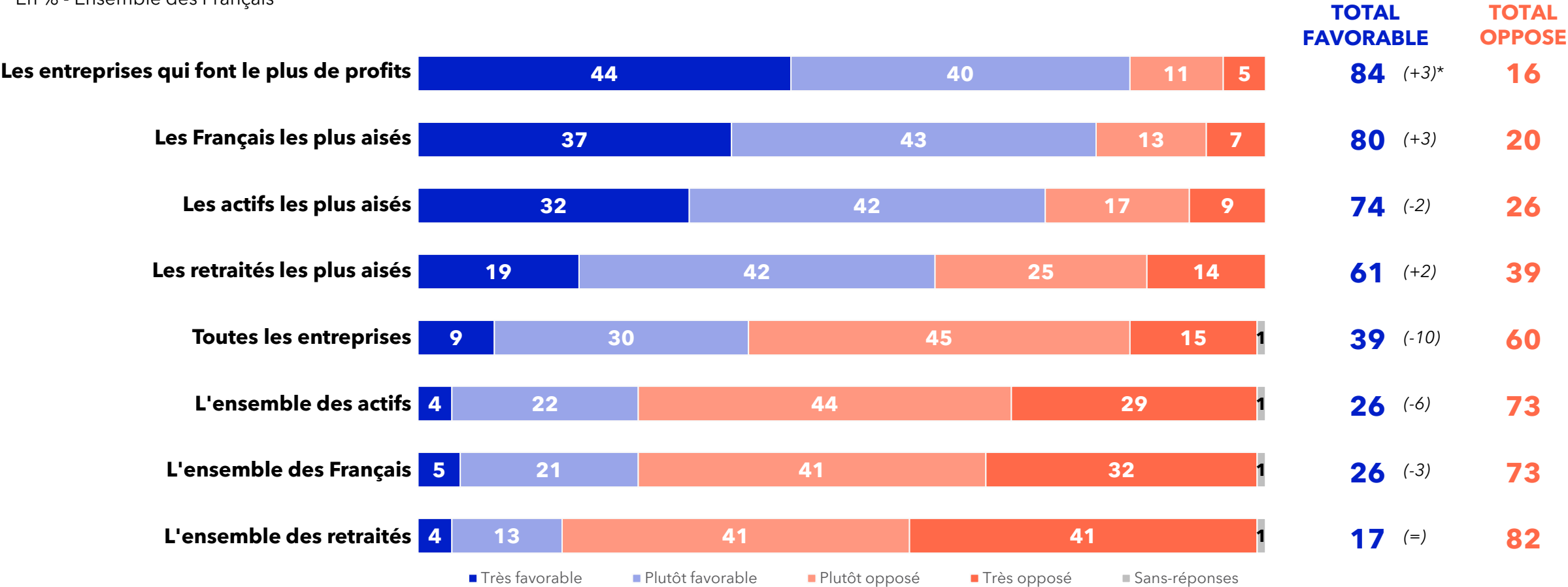


(*) Evolutions par rapport au sondage ELABE / Les Echos réalisé du 28 au 29 juillet 2026.

L'opinion rejette un effort généralisé et souhaite faire davantage contribuer les plus aisés et les entreprises les plus profitables

Etes-vous favorable ou opposé à ce que chacun des acteurs suivants soit mis à contribution (hausse des impôts et taxes par exemple) et porte l'effort pour améliorer la situation des dépenses publiques ?

En % - Ensemble des Français

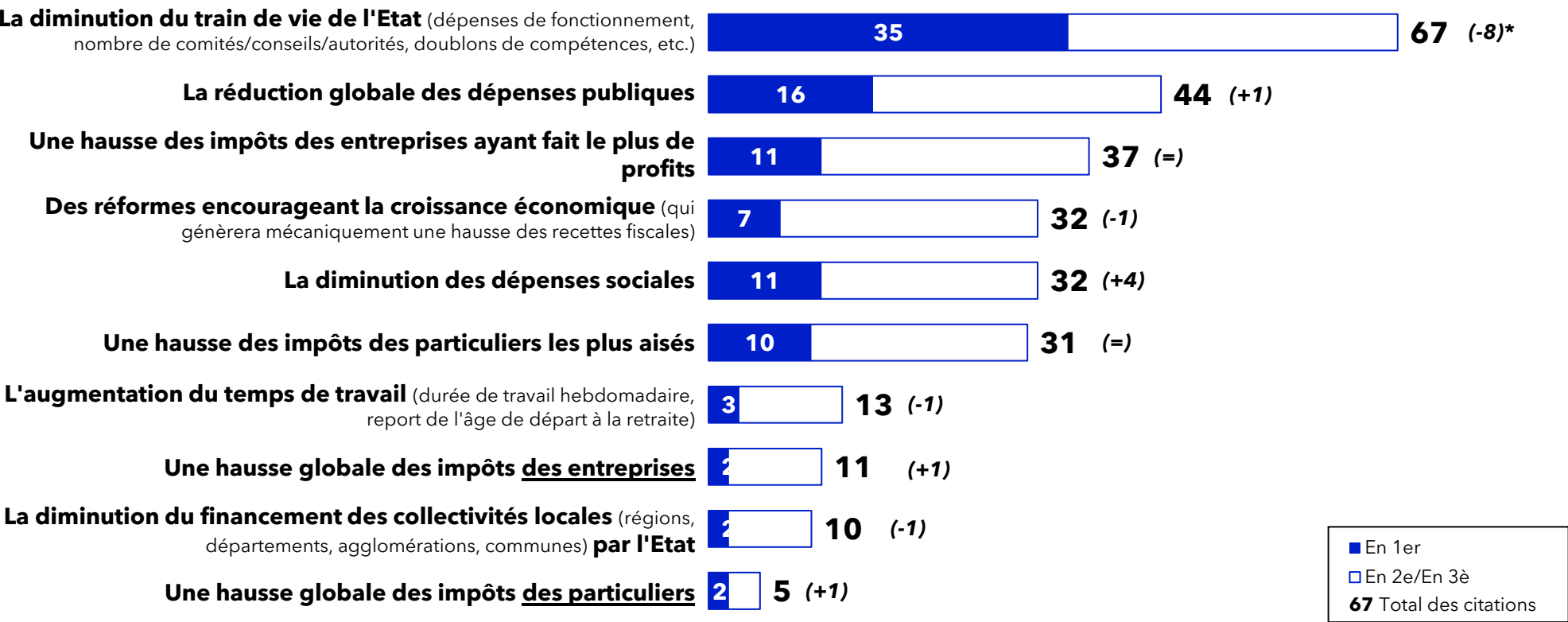


(*) Evolutions par rapport au sondage ELABE / BFMTV réalisé du 27 au 28 mai 2025.

La baisse du train de vie de l'Etat et des dépenses publiques demeurent les moyens privilégiés par les Français pour réduire la dette

Selon vous, par quels moyens faudrait-il réduire la dette publique française ?

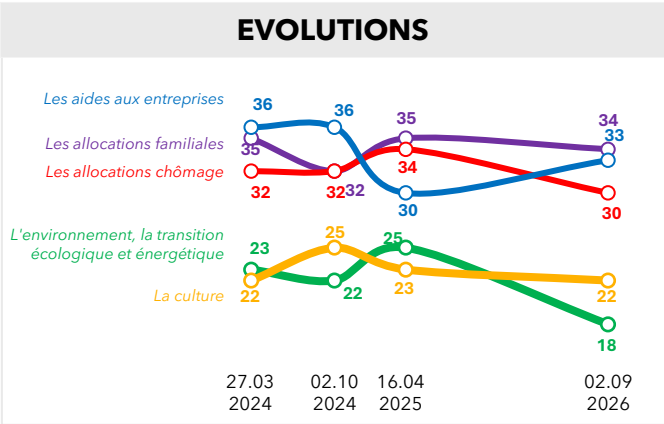
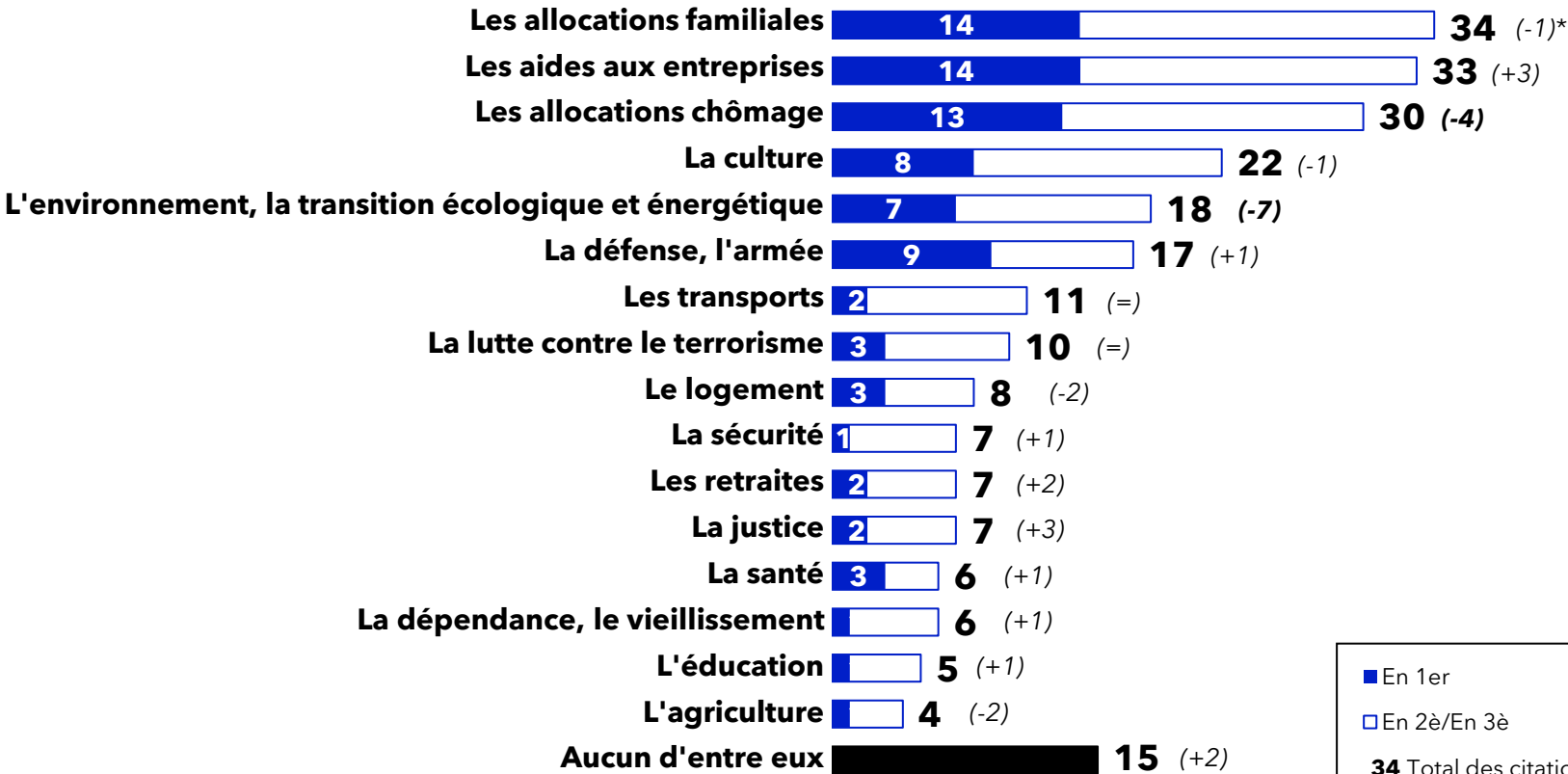
En % - Ensemble des Français - Jusqu'à 3 réponses possibles, total supérieur à 100



(*) Evolutions par rapport au sondage ELABE / BFMTV réalisé du 15 au 16 avril 2025 .

Les allocations familiales, chômage et aides aux entreprises sont les 3 postes de dépense qu'il faudrait baisser en priorité pour l'opinion. Après un été caniculaire, le souhait de réduire les dépenses consacrées à l'environnement recule fortement.

Parmi les domaines suivants, selon vous, quels seraient les trois domaines sur lesquels il faudrait baisser la dépense publique ?
En % - Ensemble des Français - Jusqu'à 3 réponses possibles, total supérieur à 100

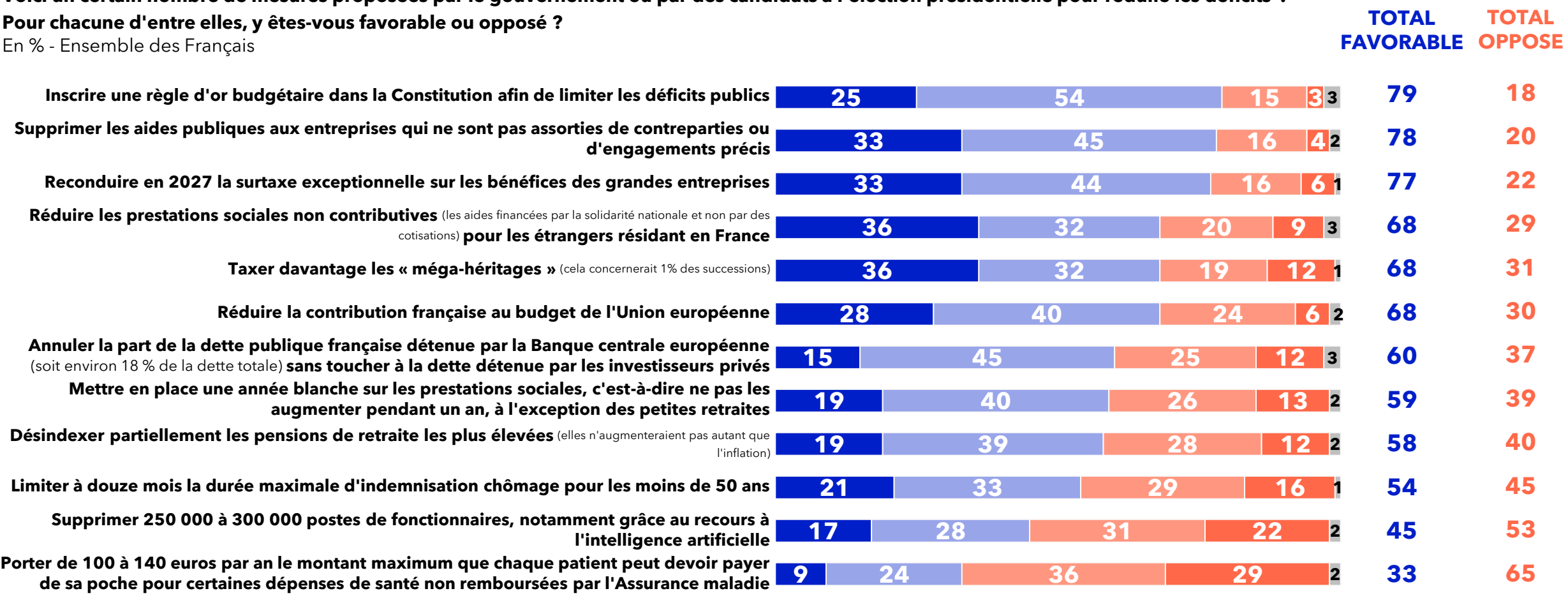


■ En 1er
□ En 2è/En 3è
34 Total des citations

(*) Evolutions par rapport au sondage ELABE / BFMTV réalisé du 15 au 16 avril 2025 .

Hormis la suppression de 300 000 postes de fonctionnaires et l'augmentation de la franchise médicale, une majorité soutient les propositions de candidats à la Présidentielle et du gouvernement pour réduire la dette

Voici un certain nombre de mesures proposées par le gouvernement ou par des candidats à l'élection présidentielle pour réduire les déficits*.
 Pour chacune d'entre elles, y êtes-vous favorable ou opposé ?
 En % - Ensemble des Français



*Mesures testées sans mention de leur auteur (candidat ou gouvernement).

■ Très favorable ■ Plutôt favorable ■ Plutôt opposé ■ Très opposé ■ Sans-réponses

Détail des résultats

Par catégories sociodémographiques et professionnelles

Selon vous, est-il urgent ou pas urgent de réduire la dette publique en France ?

En %	TOTAL URGENT	Très urgent	Assez urgent	TOTAL PAS URGENT	Pas vraiment urgent	Pas du tout urgent	Sans-réponses
Interrogés	85	47	38	15	13	2	0
SEXE DU REPDANT							
Hommes	81	47	34	19	16	3	0
Femmes	88	47	41	12	11	1	0
AGE DU REPDANT							
18-24 ans	77	38	39	21	18	3	2
25-34 ans	84	44	40	15	12	3	1
35-49 ans	84	41	43	16	12	4	0
50-64 ans	87	54	33	13	12	1	0
65 ans et plus	85	50	35	15	14	1	0
PROFESSION DU REPDANT							
ACTIFS	84	45	39	16	14	2	0
Agric., artisans, comm.	76	45	31	24	21	3	0
CSP+	84	45	39	16	15	1	0
Cadres	87	46	41	13	13	0	0
Prof. intermédiaires	82	44	38	18	16	2	0
CSP-	87	46	41	13	11	2	0
Employés	88	46	42	12	9	3	0
Ouvriers	85	46	39	15	14	1	0
INACTIFS	84	49	35	16	13	3	0
Retraités	86	51	35	14	13	1	0
Autres inactifs	80	44	36	18	12	6	2
CATEGORIE D'AGGLOMERATION							
Communes rurales	85	51	34	14	13	1	1
De 2.000 à moins de 20.000 hab.	81	44	37	18	15	3	1
De 20.000 à moins de 100.000 hab.	90	51	39	10	8	2	0
GRANDES AGGLOS	84	45	39	16	14	2	0
100.000 hab. et plus	84	48	36	16	14	2	0
Agglomération parisienne	83	39	44	17	14	3	0
REGION DE RESIDENCE (UDA5)							
Région parisienne	83	41	42	17	14	3	0
Province	85	48	37	15	13	2	0
Nord-Est	83	46	37	17	15	2	0
Nord-Ouest	82	47	35	18	15	3	0
Sud-Ouest	91	56	35	9	9	0	0
Sud Est	85	48	37	14	11	3	1

Détail des résultats

Par catégories politiques

Selon vous, est-il urgent ou pas urgent de réduire la dette publique en France ?

En %	TOTAL URGENT	Très urgent	Assez urgent	TOTAL PAS URGENT	Pas vraiment urgent	Pas du tout urgent	Sans-réponses
Interrogés	85	47	38	15	13	2	0
PREFERENCE PARTISANE							
TOTAL GAUCHE	72	31	41	27	23	4	1
La France insoumise (FI)	66	31	35	32	23	9	2
Le Parti Socialiste (PS)	85	37	48	15	15	0	0
Europe Ecologie / Les Verts	66	26	40	34	34	0	0
TOTAL RENAISSANCE ET ALLIES	92	58	34	8	5	3	0
Renaissance	94	56	37	6	0	6	0
TOTAL DROITE	100	60	40	0	0	0	0
Les Républicains	100	60	40	0	0	0	0
TOTAL RN ET ALLIES	90	60	30	10	10	0	0
Le Rassemblement National	91	60	31	9	9	0	0
Reconquête ! (d'Éric Zemmour)	74	54	20	26	26	0	0
SANS PREFERENCE PARTISANE	85	44	41	15	12	3	0
VOTE PRESIDENTIELLE 2022 (1ER TOUR)							
Jean-Luc MELENCHON	71	35	36	29	25	4	0
Yannick JADOT	73	24	49	27	27	0	0
Emmanuel MACRON	97	51	46	3	3	0	0
Valérie PECRESSE	100	73	27	0	0	0	0
Marine LE PEN	89	60	29	11	11	0	0
Eric ZEMMOUR	83	56	27	17	17	0	0
Abstention, vote blanc ou nul, non-inscrits	80	42	38	19	14	5	1
VOTE PRESIDENTIELLE 2022 (2ND TOUR)							
Emmanuel MACRON	89	47	42	11	9	2	0
Marine LE PEN	86	57	29	14	13	1	0
Abstention, vote blanc ou nul, non-inscrits	79	40	39	21	17	4	0
VOTE LEGISLATIVES 2024 (1ER TOUR)							
NFP (LFI, EELV, PS, PCF)	72	35	37	28	25	3	0
Ensemble (Renaissance, MoDem, Horizons, etc.)	94	52	42	6	5	1	0
LR, DVD, UDI	100	57	43	0	0	0	0
Rassemblement National et ses alliés	89	59	30	11	11	0	0
Abstention, vote blanc ou nul, non-inscrits	82	43	39	17	14	3	1

Détail des résultats

Par catégories sociodémographiques et professionnelles

Etes-vous favorable ou opposé à ce que chacun des acteurs suivants soit mis à contribution (hausse des impôts et taxes par exemple) et porte l'effort pour améliorer la situation des dépenses publiques ?

En % - TOTAL FAVORABLE	Les entreprises qui font le plus de profits	Les Français les plus aisés	Les actifs les plus aisés	Les retraités les plus aisés	Toutes les entreprises	L'ensemble des actifs	L'ensemble des Français	L'ensemble des retraités
Interrogés	84	80	74	61	39	26	26	17
SEXE DU REpondant								
Hommes	79	78	73	67	41	32	33	22
Femmes	89	81	75	56	37	20	20	12
AGE DU REpondant								
18-24 ans	87	82	81	67	51	35	36	29
25-34 ans	80	78	69	64	46	35	33	30
35-49 ans	81	76	71	59	39	27	30	19
50-64 ans	86	81	72	58	38	22	22	13
65 ans et plus	86	82	78	61	32	20	18	7
PROFESSION DU REpondant								
ACTIFS	82	78	71	62	40	28	28	22
Agric., artisans, comm.	72	66	57	48	30	21	21	19
CSP+	81	78	68	64	41	31	35	24
Cadres	76	74	64	62	40	33	38	32
Prof. intermédiaires	85	81	71	66	41	30	32	18
CSP-	84	80	75	61	41	26	23	20
Employés	85	78	77	60	41	22	24	20
Ouvriers	82	82	72	62	41	31	24	20
INACTIFS	86	82	78	60	38	24	23	10
Retraités	87	82	78	60	35	21	19	6
Autres inactifs	86	82	81	62	46	32	32	21
CATEGORIE D'AGGLOMERATION								
Communes rurales	86	82	72	62	32	22	22	13
De 2.000 à moins de 20.000 hab.	86	79	73	61	39	23	25	16
De 20.000 à moins de 100.000 hab.	83	79	79	61	39	26	27	21
GRANDES AGGLOS	82	80	73	60	42	29	28	18
100.000 hab. et plus	86	82	77	65	40	29	25	15
Agglomération parisienne	76	74	68	51	46	30	35	23
REGION DE RESIDENCE (UDAS)								
Région parisienne	78	74	69	53	48	33	38	26
Province	85	81	75	63	37	24	24	14
Nord-Est	82	79	76	64	43	29	31	18
Nord-Ouest	87	82	75	64	34	19	23	13
Sud-Ouest	92	85	84	64	42	31	20	17
Sud Est	84	80	72	59	33	22	18	13

Détail des résultats

Par catégories politiques

Etes-vous favorable ou opposé à ce que chacun des acteurs suivants soit mis à contribution (hausse des impôts et taxes par exemple) et porte l’effort pour améliorer la situation des dépenses publiques ?

En % - TOTAL FAVORABLE	Les entreprises qui font le plus de profits	Les Français les plus aisés	Les actifs les plus aisés	Les retraités les plus aisés	Toutes les entreprises	L'ensemble des actifs	L'ensemble des Français	L'ensemble des retraités
Interrogés	84	80	74	61	39	26	26	17
PREFERENCE PARTISANE								
TOTAL GAUCHE	89	90	82	75	49	27	26	17
La France insoumise (FI)	90	87	85	75	50	27	26	25
Le Parti Socialiste (PS)	91	94	82	70	50	30	29	13
Europe Ecologie / Les Verts	86	89	72	86	41	19	23	7
TOTAL RENAISSANCE ET ALLIES	83	83	78	76	43	41	45	34
Renaissance	87	85	84	75	55	49	43	42
TOTAL DROITE	76	61	64	60	36	32	40	26
Les Républicains	74	56	60	55	35	30	39	24
TOTAL RN ET ALLIES	79	72	66	49	36	22	22	14
Le Rassemblement National	83	76	69	50	39	21	22	15
Reconquête ! (d'Éric Zemmour)	60	61	59	45	23	32	37	19
SANS PREFERENCE PARTISANE	86	80	74	57	35	25	23	14
VOTE PRESIDENTIELLE 2022 (1ER TOUR)								
Jean-Luc MELENCHON	87	89	84	69	45	24	22	16
Yannick JADOT	96	87	80	67	40	13	12	7
Emmanuel MACRON	89	85	76	70	44	32	35	24
Valérie PECRESSE	70	67	58	51	29	31	39	10
Marine LE PEN	85	77	71	49	38	24	19	13
Eric ZEMMOUR	62	59	46	49	34	24	29	17
Abstention, vote blanc ou nul, non-inscrits	82	77	72	58	36	27	26	18
VOTE PRESIDENTIELLE 2022 (2ND TOUR)								
Emmanuel MACRON	90	85	80	70	45	32	32	20
Marine LE PEN	81	74	64	50	34	21	22	13
Abstention, vote blanc ou nul, non-inscrits	81	79	74	59	37	25	24	17
VOTE LEGISLATIVES 2024 (1ER TOUR)								
NFP (LFI, EELV, PS, PCF)	93	92	84	75	46	24	24	16
Ensemble (Renaissance, MoDem, Horizons, etc.)	87	84	78	66	42	34	35	23
LR, DVD, UDI	85	76	70	61	32	33	35	15
Rassemblement National et ses alliés	79	69	64	50	34	20	19	14
Abstention, vote blanc ou nul, non-inscrits	81	79	73	58	38	26	24	17

Détail des résultats

Par catégories sociodémographiques et professionnelles

Selon vous, par quels moyens faudrait-il réduire la dette publique française ?

En % - TOTAL DES CITATIONS	La diminution du train de vie de l'Etat (dépenses de fonctionnement, nombre de comités/conseils/autorités, doublons de compétences, etc.)	La réduction globale des dépenses publiques	Une hausse des impôts des entreprises ayant fait le plus de profits	Des réformes encourageant la croissance économique (qui génèrera mécaniquement une hausse des recettes fiscales)	La diminution des dépenses sociales	Une hausse des impôts des particuliers les plus aisés	L'augmentation du temps de travail (durée de travail hebdomadaire, report de l'âge de départ à la retraite)	Une hausse globale des impôts des entreprises	La diminution du financement des collectivités locales (régions, départements, agglomérations, communes) par l'Etat	Une hausse globale des impôts des particuliers
Interrogés	67	44	37	32	32	31	13	11	10	5
SEXE DU REpondant										
Hommes	62	43	34	37	35	28	16	14	12	6
Femmes	72	44	39	28	29	33	10	8	8	5
AGE DU REpondant										
18-24 ans	52	30	34	26	28	36	17	19	11	16
25-34 ans	56	41	34	28	33	25	9	17	16	10
35-49 ans	66	45	34	37	31	31	13	10	10	5
50-64 ans	74	48	36	34	34	31	6	9	9	2
65 ans et plus	75	45	43	32	32	32	19	7	7	1
PROFESSION DU REpondant										
ACTIFS	66	44	33	36	33	27	12	11	12	6
Agric., artisans, comm.	58	61	35	38	20	20	4	11	9	6
CSP+	66	43	33	38	35	27	14	10	13	5
Cadres	63	40	31	38	32	25	16	14	14	5
Prof. intermédiaires	67	46	34	38	37	29	13	8	12	5
CSP-	67	43	33	34	34	28	10	11	11	7
Employés	63	44	31	39	34	30	12	11	13	7
Ouvriers	72	41	36	28	35	26	8	12	9	6
INACTIFS	70	43	43	27	30	35	15	11	8	4
Retraités	75	46	43	30	31	34	16	7	7	1
Autres inactifs	58	34	41	20	28	39	10	19	8	12
CATEGORIE D'AGGLOMERATION										
Communes rurales	71	45	41	27	34	33	10	8	9	2
De 2.000 à moins de 20.000 hab.	69	42	40	29	33	32	11	12	8	4
De 20.000 à moins de 100.000 hab.	68	42	32	42	36	26	18	11	8	3
GRANDES AGGLOS	65	45	35	34	29	30	13	12	12	8
100.000 hab. et plus	68	43	36	32	28	34	11	11	13	6
Agglomération parisienne	59	48	34	37	32	24	16	12	10	10
REGION DE RESIDENCE (UDA5)										
Région parisienne	59	48	33	37	35	23	17	11	11	9
Province	69	43	38	31	31	33	12	11	10	4
Nord-Est	68	41	32	35	30	25	15	11	14	6
Nord-Ouest	69	42	43	34	32	37	8	7	6	5
Sud-Ouest	73	49	40	20	26	35	14	14	12	2
Sud Est	69	42	37	30	34	34	12	12	10	3

Détail des résultats

Par catégories politiques

Selon vous, par quels moyens faudrait-il réduire la dette publique française ?

En % - TOTAL DES CITATIONS	La diminution du train de vie de l'Etat (dépenses de fonctionnement, nombre de comités/conseils/autorités, doublons de compétences, etc.)	La réduction globale des dépenses publiques	Une hausse des impôts des entreprises ayant fait le plus de profits	Des réformes encourageant la croissance économique (qui génèrera mécaniquement une hausse des recettes fiscales)	La diminution des dépenses sociales	Une hausse des impôts des particuliers les plus aisés	L'augmentation du temps de travail (durée de travail hebdomadaire, report de l'âge de départ à la retraite)	Une hausse globale des impôts des entreprises	La diminution du financement des collectivités locales (régions, départements, agglomérations, communes) par l'Etat	Une hausse globale des impôts des particuliers
Interrogés	67	44	37	32	32	31	13	11	10	5
PREFERENCE PARTISANE										
TOTAL GAUCHE	57	27	52	31	14	56	10	22	10	7
La France insoumise (FI)	55	19	54	31	15	52	6	28	7	10
Le Parti Socialiste (PS)	56	38	47	24	16	63	18	14	12	4
Europe Ecologie / Les Verts	67	28	62	38	15	49	0	26	5	4
TOTAL RENAISSANCE ET ALLIES	63	66	24	47	36	24	21	5	6	4
Renaissance	56	54	25	46	52	20	29	6	5	6
TOTAL DROITE	69	44	22	42	56	9	24	3	9	8
Les Républicains	66	48	16	40	62	6	27	1	10	9
TOTAL RN ET ALLIES	75	50	28	31	45	19	16	7	12	5
Le Rassemblement National	78	45	30	31	45	20	14	6	13	3
Reconquête I (d'Éric Zemmour)	59	72	8	33	46	4	36	10	10	23
SANS PREFERENCE PARTISANE	70	46	38	30	30	29	9	9	11	4
VOTE PRESIDENTIELLE 2022 (1ER TOUR)										
Jean-Luc MELENCHON	65	21	57	31	19	49	6	20	10	4
Yannick JADOT	62	46	73	30	13	44	5	18	0	2
Emmanuel MACRON	69	53	32	40	36	28	21	7	7	2
Valérie PECRESSE	63	57	22	41	51	10	36	3	16	0
Marine LE PEN	79	51	31	27	41	20	17	4	10	3
Eric ZEMMOUR	61	60	21	34	52	13	15	9	13	13
Abstention, vote blanc ou nul, non-inscrits	63	43	33	29	31	31	9	13	13	9
VOTE PRESIDENTIELLE 2022 (2ND TOUR)										
Emmanuel MACRON	69	43	37	36	28	35	16	11	7	4
Marine LE PEN	77	53	31	30	42	19	14	4	12	3
Abstention, vote blanc ou nul, non-inscrits	60	38	40	31	29	34	10	15	11	9
VOTE LEGISLATIVES 2024 (1ER TOUR)										
NFP (LFI, EELV, PS, PCF)	62	24	61	35	13	53	8	20	4	5
Ensemble (Renaissance, MoDem, Horizons, etc.)	66	57	29	45	35	32	18	3	8	3
LR, DVD, UDI	71	51	34	36	46	14	24	4	7	4
Rassemblement National et ses alliés	76	53	26	33	48	15	14	4	12	3
Abstention, vote blanc ou nul, non-inscrits	65	42	35	27	29	32	10	14	13	8

Détail des résultats

Par catégories sociodémographiques et professionnelles

Parmi les domaines suivants, selon vous, quels seraient les trois domaines sur lesquels il faudrait baisser la dépense publique ?

En % - TOTAL DES CITATIONS	Les allocations familiales	Les aides aux entreprises	Les allocations chômage	La culture	L'environnement, la transition écologique et énergétique	La défense, l'armée	Les transports	La lutte contre le terrorisme	Le logement	La sécurité	Les retraites	La justice	La santé	La dépendance, le vieillissement	L'éducation	L'agriculture	Aucun d'entre eux
Interrogés	34	33	30	22	18	17	11	10	8	7	7	7	6	6	5	4	15
SEXE DU REPENDANT																	
Hommes	32	37	28	21	20	23	9	13	9	9	10	8	6	7	7	5	9
Femmes	35	28	32	23	15	13	12	7	8	6	4	6	5	5	3	3	21
AGE DU REPENDANT																	
18-24 ans	23	25	25	10	8	20	10	12	7	12	18	6	17	13	10	3	13
25-34 ans	33	28	21	19	15	16	11	10	14	9	10	7	9	12	11	7	11
35-49 ans	31	33	25	19	18	23	7	15	10	9	7	10	6	7	5	1	16
50-64 ans	43	35	30	24	20	14	14	8	7	6	4	6	4	1	2	6	16
65 ans et plus	31	36	40	29	21	16	12	7	5	5	4	6	1	3	2	4	17
PROFESSION DU REPENDANT																	
ACTIFS	36	32	25	21	18	17	11	11	11	8	9	8	7	7	5	5	14
Agric., artisans, comm.	28	36	16	9	16	20	8	10	11	2	4	11	3	8	7	10	25
CSP+	37	35	32	22	17	18	9	13	9	11	11	6	7	4	4	4	10
Cadres	36	35	33	25	21	13	8	14	12	11	13	4	8	4	3	5	6
Prof. intermédiaires	38	34	31	19	14	22	10	12	8	11	9	8	6	3	5	4	13
CSP-	36	28	20	22	18	15	13	10	12	7	7	9	7	10	7	5	15
Employés	36	29	20	25	19	15	15	8	12	6	8	8	5	12	5	4	14
Ouvriers	36	27	20	18	17	16	10	12	10	8	7	10	9	7	8	6	16
INACTIFS	30	34	36	24	17	18	11	8	5	6	4	6	4	4	4	4	17
Retraités	33	37	41	29	19	15	12	6	5	6	3	6	1	2	2	4	15
Autres inactifs	22	25	23	11	15	24	8	13	5	9	7	5	11	9	10	2	22
CATEGORIE D'AGGLOMERATION																	
Communes rurales	33	38	34	20	17	16	11	11	10	8	6	8	2	3	3	4	15
De 2.000 à moins de 20.000 hab.	34	29	26	24	24	19	7	14	8	7	7	8	5	5	4	4	15
De 20.000 à moins de 100.000 hab.	34	34	33	24	17	13	16	6	6	3	6	5	4	6	7	2	16
GRANDES AGGLOS	33	31	28	22	16	18	11	9	8	9	8	7	8	8	5	5	15
100.000 hab. et plus	36	32	30	22	15	17	14	8	8	8	7	6	7	6	4	4	15
Agglomération parisienne	28	30	22	21	16	20	5	12	9	9	10	8	9	9	6	6	15
REGION DE RESIDENCE (UDA5)																	
Région parisienne	30	29	22	22	17	19	6	11	10	9	10	9	9	10	8	6	15
Province	34	33	31	22	18	17	12	10	8	7	6	7	5	5	4	4	15
Nord-Est	35	29	29	26	16	18	10	14	4	7	8	8	5	4	6	3	16
Nord-Ouest	32	34	33	21	16	20	12	10	8	6	5	9	4	5	4	4	16
Sud-Ouest	34	30	28	14	18	10	6	9	12	12	10	3	8	4	4	2	22
Sud Est	37	38	33	23	19	16	16	6	10	6	5	5	4	6	2	5	12

Détail des résultats

Par catégories politiques

Parmi les domaines suivants, selon vous, quels seraient les trois domaines sur lesquels il faudrait baisser la dépense publique ?

En % - TOTAL DES CITATIONS	Les allocations familiales	Les aides aux entreprises	Les allocations chômage	La culture	L'environnement, la transition écologique et énergétique	La défense, l'armée	Les transports	La lutte contre le terrorisme	Le logement	La sécurité	Les retraites	La justice	La santé	La dépendance, le vieillissement	L'éducation	L'agriculture	Aucun d'entre eux
Interrogés	34	33	30	22	18	17	11	10	8	7	7	7	6	6	5	4	15
PREFERENCE PARTISANE																	
TOTAL GAUCHE	13	40	17	20	10	32	12	19	8	19	9	5	6	7	3	7	13
La France insoumise (FI)	5	39	5	16	10	43	6	21	9	20	7	3	9	7	5	7	12
Le Parti Socialiste (PS)	21	35	26	29	11	22	22	12	5	15	7	10	8	4	0	6	17
Europe Ecologie / Les Verts	14	48	27	13	8	32	6	26	14	28	5	4	0	12	4	11	7
TOTAL RENAISSANCE ET ALLIES	34	47	42	26	17	4	9	7	10	3	16	3	1	10	4	9	7
Renaissance	27	50	40	24	16	5	5	3	12	3	22	3	0	17	3	16	3
TOTAL DROITE	52	23	48	29	17	9	10	11	13	4	7	9	7	8	6	1	4
Les Républicains	55	21	50	33	19	11	10	12	13	5	5	6	5	8	3	0	3
TOTAL RN ET ALLIES	51	26	36	31	31	12	14	8	7	4	6	5	5	5	4	2	8
Le Rassemblement National	54	28	38	31	30	11	13	8	7	4	6	3	4	5	3	2	8
Reconquête I (d'Éric Zemmour)	36	12	31	43	37	14	17	7	8	5	8	13	8	7	12	0	11
SANS PREFERENCE PARTISANE	33	31	28	16	14	15	9	7	8	4	5	9	5	4	4	4	25
VOTE PRESIDENTIELLE 2022 (1ER TOUR)																	
Jean-Luc MELENCHON	20	43	6	19	7	31	9	17	7	13	7	7	7	5	6	8	14
Yannick JADOT	40	60	39	9	4	26	4	23	10	15	2	7	2	0	2	0	17
Emmanuel MACRON	37	37	41	21	14	9	12	6	9	5	8	6	4	7	5	3	13
Valérie PECRESSE	41	32	57	40	24	5	19	9	6	0	13	0	5	10	1	4	10
Marine LE PEN	52	28	38	29	30	12	10	9	8	4	5	3	6	4	4	4	8
Éric ZEMMOUR	49	17	42	45	40	7	12	6	13	2	9	14	4	6	3	0	5
Abstention, vote blanc ou nul, non-inscrits	29	26	25	17	16	19	10	9	9	8	6	9	7	8	6	5	21
VOTE PRESIDENTIELLE 2022 (2ND TOUR)																	
Emmanuel MACRON	31	37	33	22	13	16	12	8	10	9	7	7	5	6	5	4	15
Marine LE PEN	47	30	34	31	30	11	10	10	7	4	5	6	5	6	4	3	9
Abstention, vote blanc ou nul, non-inscrits	27	30	24	17	14	23	10	12	7	8	8	8	7	6	5	5	19
VOTE LEGISLATIVES 2024 (1ER TOUR)																	
NFP (LFI, EELV, PS, PCF)	15	47	13	17	8	36	10	17	4	17	6	5	3	2	5	7	18
Ensemble (Renaissance, MoDem, Horizons, etc.)	36	42	45	20	16	8	11	6	11	5	13	4	4	5	2	2	13
LR, DVD, UDI	47	31	42	36	18	10	10	3	6	4	5	3	7	9	5	1	12
Rassemblement National et ses alliés	50	25	36	32	29	9	10	8	7	3	6	7	4	6	5	3	9
Abstention, vote blanc ou nul, non-inscrits	30	27	27	18	16	17	12	10	10	7	6	9	8	7	5	5	19

Détail des résultats

Par catégories sociodémographiques et professionnelles

Voici un certain nombre de mesures proposées par le gouvernement ou par des candidats à l'élection présidentielle pour réduire les déficits. Pour chacune d'entre elles, y êtes-vous favorable ou opposé ?

En % - TOTAL FAVORABLE	Inscrire une règle d'or budgétaire dans la Constitution afin de limiter les déficits publics	Supprimer les aides publiques aux entreprises qui ne sont pas assorties de contreparties ou d'engagements précis	Reconduire en 2027 la surtaxe exceptionnelle sur les bénéfices des grandes entreprises	Taxer davantage les « méga-héritages » (cela concernerait 1% des successions)	Réduire la contribution française au budget de l'Union européenne	Réduire les prestations sociales non contributives (les aides financées par la solidarité nationale et non par des cotisations) pour les étrangers résidant en France	Annuler la part de la dette publique française détenue par la Banque centrale européenne (soit environ 18 % de la dette totale) sans toucher à la dette détenue par les investisseurs privés	Mettre en place une année blanche sur les prestations sociales, c'est-à-dire ne pas les augmenter pendant un an, à l'exception des petites retraites	Désindexer partiellement les pensions de retraite les plus élevées (elles n'augmenteraient pas autant que l'inflation)	Limiter à douze mois la durée maximale d'indemnisation chômage pour les moins de 50 ans	Supprimer 250 000 à 300 000 postes de fonctionnaires, notamment grâce au recours à l'intelligence artificielle	Porter de 100 à 140 euros par an le montant maximum que chaque patient peut devoir payer de sa poche pour certaines dépenses de santé non remboursées par l'Assurance maladie
Interrogés	79	78	77	68	68	68	60	59	58	54	45	33
SEXE DU REPDANT												
Hommes	80	81	74	67	65	68	59	59	61	54	53	39
Femmes	78	74	79	70	71	69	62	59	54	53	39	28
ÂGE DU REPDANT												
18-24 ans	75	64	75	71	60	50	59	54	61	53	33	45
25-34 ans	78	71	76	66	72	67	62	57	58	49	48	45
35-49 ans	74	76	71	63	69	66	64	61	58	50	41	31
50-64 ans	80	83	78	73	70	76	61	63	61	54	49	32
65 ans et plus	84	83	81	69	67	72	56	57	53	60	50	26
PROFESSION DU REPDANT												
ACTIFS	78	77	74	67	69	70	63	61	61	53	46	37
Agric., artisans, comm.	73	72	67	59	65	71	59	54	60	48	56	21
CSP+	78	81	79	71	69	71	61	61	63	55	50	39
Cadres	77	85	76	67	73	73	59	56	62	56	57	39
Prof. intermédiaires	78	77	81	72	65	69	62	65	63	54	44	41
CSP-	78	75	71	64	70	70	66	62	59	50	41	37
Employés	79	76	75	69	64	69	67	65	59	54	42	40
Ouvriers	77	72	65	57	77	70	67	58	59	46	41	33
INACTIFS	80	78	80	70	67	66	57	56	55	55	45	28
Retraités	82	83	82	69	69	72	58	58	53	59	48	24
Autres inactifs	75	66	76	74	63	50	53	49	59	47	36	40
CATEGORIE D'AGGLOMERATION												
Communes rurales	82	77	76	71	68	70	58	59	63	57	47	27
De 2.000 à moins de 20.000 hab.	73	75	76	68	72	67	68	54	56	52	41	31
De 20.000 à moins de 100.000 hab.	81	83	71	62	73	71	60	66	64	58	50	38
GRANDES AGGLOS	79	78	79	69	65	68	59	59	54	52	45	36
100.000 hab. et plus	81	80	78	69	65	67	58	59	52	51	43	36
Agglomération parisienne	76	73	79	67	66	68	61	58	58	53	50	35
REGION DE RESIDENCE (UDAS)												
Région parisienne	79	73	80	67	68	70	60	58	59	54	50	38
Province	79	78	76	68	68	68	61	59	57	54	45	32
Nord-Est	77	78	73	67	69	67	55	60	54	50	44	33
Nord-Ouest	77	76	75	70	61	66	61	53	61	57	41	30
Sud-Ouest	81	82	82	70	67	67	57	66	68	53	50	33
Sud Est	81	81	76	68	74	71	66	61	53	54	46	34

Détail des résultats

Par catégories politiques

Voici un certain nombre de mesures proposées par le gouvernement ou par des candidats à l'élection présidentielle pour réduire les déficits. Pour chacune d'entre elles, y êtes-vous favorable ou opposé ?

En % - TOTAL FAVORABLE	Inscrire une règle d'or budgétaire dans la Constitution afin de limiter les déficits publics	Supprimer les aides publiques aux entreprises qui ne sont pas assorties de contreparties ou d'engagements précis	Reconduire en 2027 la surtaxe exceptionnelle sur les bénéfices des grandes entreprises	Taxer davantage les « méga-héritages » (cela concernerait 1% des successions)	Réduire la contribution française au budget de l'Union européenne	Réduire les prestations sociales non contributives (les aides financées par la solidarité nationale et non par des cotisations) pour les étrangers résidant en France	Annuler la part de la dette publique française détenue par la Banque centrale européenne (soit environ 18 % de la dette totale) sans toucher à la dette détenue par les investisseurs privés	Mettre en place une année blanche sur les prestations sociales, c'est-à-dire ne pas les augmenter pendant un an, à l'exception des petites retraites	Désindexer partiellement les pensions de retraite les plus élevées (elles n'augmenteraient pas autant que l'inflation)	Limitier à douze mois la durée maximale d'indemnisation chômage pour les moins de 50 ans	Supprimer 250 000 à 300 000 postes de fonctionnaires, notamment grâce au recours à l'intelligence artificielle	Porter de 100 à 140 euros par an le montant maximum que chaque patient peut devoir payer de sa poche pour certaines dépenses de santé non remboursées par l'Assurance maladie
Interrogés	79	78	77	68	68	68	60	59	58	54	45	33
PREFERENCE PARTISANE												
TOTAL GAUCHE	73	79	89	81	58	44	74	48	63	36	34	28
La France insoumise (FI)	71	77	91	85	69	34	72	38	63	25	28	28
Le Parti Socialiste (PS)	76	74	86	78	56	52	77	59	60	46	38	31
Europe Ecologie / Les Verts	76	85	94	82	43	53	67	54	70	45	34	29
TOTAL RENAISSANCE ET ALLIES	88	88	82	77	36	72	39	67	62	74	57	58
Renaissance	81	79	83	76	46	80	38	67	68	73	57	63
TOTAL DROITE	90	78	72	66	59	89	52	71	63	75	60	33
Les Républicains	91	77	70	60	65	92	50	76	60	77	64	33
TOTAL RN ET ALLIES	84	80	70	60	88	85	68	62	54	59	63	31
Le Rassemblement National	82	78	72	61	88	85	70	65	54	59	62	31
Reconquête ! (d'Éric Zemmour)	94	97	58	50	89	84	55	60	59	64	63	46
SANS PREFERENCE PARTISANE	78	74	74	66	69	68	54	60	56	54	38	32
VOTE PRESIDENTIELLE 2022 (1ER TOUR)												
Jean-Luc MELENCHON	75	79	85	80	72	53	72	51	66	28	37	24
Yannick JADOT	65	96	95	90	46	67	61	51	55	50	18	32
Emmanuel MACRON	89	85	81	75	49	67	51	70	65	67	47	46
Valérie PECRESSE	91	81	70	67	59	92	45	81	58	89	74	40
Marine LE PEN	88	80	77	66	87	87	66	68	53	61	59	29
Eric ZEMMOUR	83	78	63	44	90	78	63	51	57	65	62	35
Abstention, vote blanc ou nul, non-inscrits	71	67	70	62	68	63	57	55	51	50	41	34
VOTE PRESIDENTIELLE 2022 (2ND TOUR)												
Emmanuel MACRON	84	85	84	76	59	68	57	63	65	58	44	39
Marine LE PEN	86	80	71	61	86	86	66	62	56	55	60	27
Abstention, vote blanc ou nul, non-inscrits	70	71	73	66	65	58	61	53	52	50	38	32
VOTE LEGISLATIVES 2024 (1ER TOUR)												
NFP (LFI, EELV, PS, PCF)	70	80	92	86	58	46	70	48	66	34	23	25
Ensemble (Renaissance, MoDem, Horizons, etc.)	84	90	83	75	48	79	48	72	61	75	51	45
LR, DVD, UDI	92	82	79	71	70	81	61	72	64	67	68	38
Rassemblement National et ses alliés	86	79	71	58	87	87	63	61	53	59	61	26
Abstention, vote blanc ou nul, non-inscrits	76	70	70	63	70	64	59	56	53	51	42	36

Sondage Elabe pour Les Echos

11 rue de Rouvray
92200 Neuilly sur Seine / FR
Tél. +33 (0)1 57 64 01 60
@elabe_fr
www.elabe.fr

